

tions de un million de dollars pour l'achat d'une entreprise, il y a des analyses financières qui sont faites, il y a des analyses de retombées qui sont faites, et dans le cas d'une transaction de cette envergure, l'absence d'analyses sérieuses tranche avec la simple logique.

• (1655)

On aurait pu parler aussi de l'absence d'analyses de prévisions de revenu sérieuses et indépendantes. On aurait pu aussi parler de l'absence d'analyses de la situation des investisseurs. Ce n'était pas des investisseurs qui étaient très solvables, ceux qui étaient là, mais avec l'ensemble des bénéficiaires que le fédéral leur octroyait, ils étaient assurés de finir leurs vieux jours dans la somptuosité.

L'exemple de la tentative de privatisation de l'aéroport Pearson est fortement scandaleuse. On se demande ensuite pourquoi les finances publiques canadiennes sont à ce point désastreuses. Pourquoi cette année la dette accumulée du gouvernement fédéral avoisinera les 550 milliards? Pourquoi on a une misère terrible à baisser le déficit en deça de 40 milliards annuellement? Pourquoi on n'en arrive plus à contrôler nos finances publiques et qu'on s'attend prochainement à avoir un autre avertissement du Fonds monétaire international?

S'il y a eu d'autres transactions comme celle-là, s'il y a eu d'autres transactions aussi douteuses, aussi nébuleuses, aussi détestables que celle-là, parce qu'elle sert les amis du Parti libéral, parce qu'elle sert les amis du Parti conservateur, les vieux partis en fait, les vieux partis canadiens, je comprends pourquoi ça va mal au Canada. Je comprends pourquoi les coffres de l'État se vident à un rythme effarant et je comprends aussi pourquoi le ministre des Finances est obligé de prendre des mesures impopulaires qui touchent l'ensemble des Québécois et des Canadiens, parmi les plus démunis, pour servir les amis du parti, à la lumière des millions qu'il y a là-dedans, qui dormaient là-dedans. Étant donné aussi le manque de volonté politique de faire toute la lumière sur cette affaire pour en éviter d'autres à l'avenir, je comprends pourquoi les libéraux agissent de façon plus draconienne encore que les conservateurs l'ont fait avant eux.

Depuis que le ministre des Transports a présenté son projet de loi C-22, le Bloc québécois s'est insurgé contre le fait qu'il y ait absence d'examen public, absence d'analyse sérieuse, bref, de commission royale d'enquête.

Toutes les fois que je regarde l'ensemble des bénéficiaires qui étaient inclus dans ce contrat-là, j'ai toujours tendance à me demander si la situation sera meilleure avec le projet de loi. Je me dis que la situation ne serait peut-être pas meilleure, d'un certain point de vue, parce que le ministre des Transports justement pourra encore graisser la patte des amis du Parti libéral du Canada, va pouvoir encore, à sa discrétion, donner des dizaines de millions, s'il le veut, à ses amis pour les compenser d'une perte éventuelle sans qu'il y ait une analyse ou une commission royale pour faire toute la lumière là-dessus.

Je mets cela en parallèle cette possibilité-là, avec les décisions que le ministre des Finances a prises lors du dépôt de son dernier Budget le 22 février dernier, alors qu'il a coupé dans l'assurance-chômage et dans les crédits accordés aux personnes du troisième âge. Le ministre des Finances laisse planer, depuis

Initiatives ministérielles

quelques jours, que les régimes de pension et de retraite pourraient être assujettis à des taxes, alors qu'il y a toujours le maintien des fiducies familiales.

Il y a un mot d'ordre de donné aux hauts fonctionnaires pour qu'ils ne donnent pas de réponses aux questions des députés quant aux millions et aux centaines de millions qui pourraient dormir là et qui, justement, servent les mêmes amis du Parti libéral du Canada et peut-être les très riches amis du Parti conservateur, et qui servent aussi les 2 000 Canadiens qui, l'année dernière, n'ont pas payé un cent d'impôt tout en étant millionnaires au Canada.

Lorsque je mets cela en parallèle avec les décisions prises par ce gouvernement, la possibilité que le ministre des Transports compense encore ses amis du régime, cela me paraît tout simplement honteux. Les libéraux devraient avoir honte, le ministre des Finances en premier, tout comme le ministre des Transports pour sa complicité.

En ce qui concerne l'amendement du Sénat, tout comme mon collègue l'a indiqué, pour moi, le Sénat ne représente rien. Ce n'est pas une instance légitime et démocratique. Alors, tout ce qui vient du Sénat, bon ou mauvais, nous le rejetons.

• (1700)

Le président suppléant (M. Kilger): Avant d'en arriver à la période de questions et commentaires du député qui vient de terminer son intervention, il est de mon devoir, conformément à l'article 38, de faire connaître à la Chambre les questions qu'elle abordera à l'heure de l'ajournement ce soir, à savoir: l'honorable député de Bourassa—L'immigration; l'honorable députée de Mercier—La réforme des programmes sociaux; l'honorable députée de Québec—La défense nationale; l'honorable député de Red Deer—Haïti.

M. Bernard Deshaies (Abitibi): Monsieur le Président, je viens d'entendre mon collègue parler sur le projet de loi C-22, visant à annuler le projet de privatisation de l'aéroport Pearson. J'aimerais qu'il me dise ce qu'il pense des millions de dollars qui seront dépensés. C'est-à-dire qu'on parlait tout à l'heure que le gouvernement libéral devrait peut-être donner trente millions de dollars pour compenser ces compagnies ou peut-être attendre des actions en cours pour qu'il puisse en donner plus. J'aimerais que mon collègue me dise si de telles sommes d'argent sont disponibles, c'est-à-dire que si Pearson est si rentable, peut-il me dire comment il se fait que, alors qu'on a peu d'argent pour garder des aéroports en région, que le ministre des Transports veut fermer nos aéroports en région?

Ces aéroports sont pour nous très importants. Dans les régions éloignées comme le Grand Nord québécois, lorsque le seul moyen de transport est l'avion, comment vont faire les gens pour avoir accès au sud? Comment concevoir les coûts? Si l'aéroport de Val-d'Or, par exemple, est fermé à moyen terme en raison d'un manque de budget, pourquoi ne pas prendre l'argent des aéroports qui sont rentables, comme Pearson et peut-être Montréal, pour avoir une équité au point de vue canadien et transférer ces sommes pour que nous aussi on ait les moyens de se promener en avion?

Peut-être que mon collègue pourrait me donner son opinion là-dessus et voir ce qu'on pourrait faire pour rendre le tout équitable.